



Création du poste 63 000/20 000 volts de SOREA à Saint-Jean-de-Maurienne et de ses raccordements au réseau public de transport d'électricité

Dossier de concertation

Département de la Savoie

OCTOBRE 2019

Vos interlocuteurs SOREA :



- **Jacques BERNARDIS**
Tél. : 04 79 64 02 11
E.mail : jacques.bernardis@sorea-maurienne.fr
- **Jean-Marc MOLLIER**
Tél. : 04 79 64 00 99
E.mail : jean-marc.mollier@sorea-maurienne.fr

SOREA

ZAC du Pré de Pâques - 73870 SAINT-JULIEN-MONT-DENIS

Vos interlocuteurs RTE :



- **Gilles OBRECHT**, manager de projet
Tél. : 04.27.86.32.89
E.mail : gilles.obrecht@rte-france.com
- **Marie PULICANI**, chargée de concertation
Tél. : 04.27.86.32.63
E.mail : marie.pulicani@rte-france.com

RTE Réseau de transport d'électricité

Centre Développement & Ingénierie Lyon

1 rue Crépet - CS 30 728 - 69007 LYON cedex 07

Le bureau d'études en environnement :



- **Fabienne ALVAREZ**, chargée d'études
Tél. : 04.72.04.93.84 - Email : fabienne.alvarez@geonomie.com

GÉONOMIE

309 rue Duguesclin - 69007 LYON

Présentation de SOREA et RTE

Les missions de SOREA (Société des régies de l'Arc)

Aux côtés de ses 15000 clients, SOREA s'est vue confier la mission du «service public de l'électricité» par 8 «autorités concédantes» (communes de Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Julien-Mont-Denis, Saint-Léger, Saint-Martin d'Arc, Montricher-Albanne, Valloire, Valmeinier et Villargondran), sous forme de régies qui se sont transformées en Société d'Économie Mixte Locale depuis le 1^{er} juillet 2007.

La loi de février 2000 sur la modernisation et le développement du service public de l'électricité a confirmé SOREA dans son rôle de gestionnaire de réseau et dans celui de fournisseur d'électricité.

SOREA assure les missions suivantes :

- La distribution d'électricité qui constitue le cœur de métier de l'entreprise, depuis sa création.
- La production, basée prioritairement sur le respect de l'environnement et la valorisation des ressources énergétiques locales.
- La fourniture d'électricité ainsi que la commercialisation de produits et services adaptés à l'ensemble de la clientèle complètent la panoplie des métiers de SOREA.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site www.sorea-maurienne.fr

RTE, des missions essentielles au service de ses clients, de l'activité économique et de la collectivité

Des missions définies par la loi

RTE, gestionnaire du réseau public de transport d'électricité français, exerce ses missions dans le cadre de la concession prévue par l'article L.321-1 du code de l'énergie qui lui a été accordée par l'état. RTE, est une entreprise au service de ses clients, de l'activité économique et de la collectivité. Elle a pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau haute tension (63000 et 90000 volts) et très haute tension (225000 et 400000 volts) afin d'en assurer le bon fonctionnement.

RTE est chargé des 105448 km de lignes à haute et très haute tension en France et des 50 lignes transfrontalières (appelées «interconnexions») connectant le réseau français aux pays voisins.

RTE achemine l'électricité entre les fournisseurs d'électricité et les consommateurs, qu'ils soient distributeurs d'électricité ou industriels directement raccordés au réseau de transport quelle que soit leur zone d'implantation. Il est garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique à tout moment.

RTE garantit à tous les utilisateurs du réseau de transport d'électricité un traitement équitable dans la transparence et sans discrimination.

En vertu des dispositions du code de l'énergie, RTE doit assurer le développement du réseau public de transport pour permettre à la production et à la consommation d'électricité d'évoluer librement dans le cadre des règles qui les régissent.

Assurer un haut niveau de qualité de service

RTE assure à tout instant l'équilibre des flux d'électricité sur le réseau en équilibrant l'offre et la demande. Cette mission est essentielle au maintien de la sûreté du système électrique.

RTE assure à tous ses clients l'accès à une alimentation électrique économique, sûre et de bonne qualité. Cet aspect est notamment essentiel à certains process industriels qui, sans cette qualité, ne fonctionneraient pas ou mal.

RTE remplit donc des missions essentielles au pays. Ces missions sont placées sous le contrôle des services du ministère chargé de l'énergie et de la commission de régulation de l'énergie. En particulier, celle-ci vérifie par ses audits et l'examen du programme d'investissements de RTE, que ces missions sont accomplies au coût le plus juste pour la collectivité.

Accompagner la transition énergétique et l'activité économique

À un horizon de dix ans, d'importants défis seront à relever à l'échelle mondiale, européenne et au niveau de chaque pays. Les enjeux de la transition énergétique soulignent la nécessité d'avoir une plus grande sobriété énergétique et de se tourner vers d'autres sources d'approvisionnement que les énergies fossiles et de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité. La lutte contre le réchauffement climatique donne à ces préoccupations une importance accrue.

Au regard tant du nombre d'acteurs impliqués que des enjeux économiques, les principaux efforts de la transition énergétique portent sur la maîtrise de la demande et l'adaptation du réseau.

En l'absence de technologies de stockage décentralisé suffisamment matures pour être disponibles à la hauteur des besoins, le réseau de transport d'électricité continuera d'assurer dans la transition énergétique la sécurisation et l'optimisation de l'approvisionnement électrique. Cela nécessitera que RTE fasse évoluer le réseau pendant les dix années à venir ; ainsi plus de dix milliards d'euros devront-ils être investis durant cette période pour contribuer à relever les défis du système électrique.

À cet égard, RTE est un acteur important du développement économique, comme le montre l'investissement annuel d'environ 1,5 milliard d'euros comparé aux 258,1 milliards d'euros investis par l'ensemble des entreprises non financières en 2014 (source INSEE, investissement par secteur en 2014). De plus, dans le domaine des travaux liés à la réalisation des ouvrages, on estime que les retombées locales en termes d'emploi représentent 25 à 30 % du montant total des marchés.

Assurer une intégration environnementale exemplaire

Le respect et la protection durable de l'environnement, sont des valeurs que RTE défend dans le cadre de ses missions de service public.

RTE veille à intégrer les préoccupations liées à l'environnement le plus en amont possible et à chaque étape d'élaboration d'un projet. Ainsi, des mesures sont définies dans le but d'éviter, réduire et en dernier lieu, lorsque c'est nécessaire, compenser les impacts négatifs significatifs sur l'environnement.

Au quotidien, RTE cherche à améliorer son action en faveur de l'environnement en s'appuyant sur ses capacités de formation, de recherche et d'innovation, et sur son système de management de l'environnement certifié ISO 14001.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site www.rte-france.com

Nota :

- la basse tension (BT) correspond aux ouvrages de tension inférieure à 1 000 volts,
- la haute tension A (HTA) correspond aux ouvrages de tension comprise entre 1 000 et 50 000 volts appartenant au réseau public de distribution d'électricité (il s'agit pour l'essentiel du réseau 20 000 volts),
- la haute tension B (HTB) correspond aux ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts appartenant au réseau public de transport d'électricité,
- les postes sources sont des postes de transformation entre les ouvrages HTB et HTA. Ils constituent la limite entre les réseaux de transport et de distribution d'électricité.

Sommaire

	page
Avant-propos	1
Première partie :	
LA PRÉSENTATION DU PROJET ET DE L'AIRE D'ÉTUDE ASSOCIÉE	
1.1. Les contraintes du réseau électrique de la régie SOREA	4
1.2. La création d'un nouveau poste 63 000/20 000 volts est préconisée par SOREA.	6
1.3. La consistance technique du projet	8
1.4. La proposition d'aire d'étude	10
Deuxième partie :	
L'ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AIRE D'ÉTUDE ET LA PROPOSITION D'UN EMPLACEMENT POUR LE FUTUR POSTE ET D'UN TRACÉ POUR SES RACCORDEMENTS AU RÉSEAU PUBLIC DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ (RPT)	
2.1. Le contexte environnemental	14
2.2. L'emplacement pour le futur poste 63 000/20 000 volts SOREA	26
2.3. Les raccordements 63 000 volts du futur poste au RPT d'électricité	30
Troisième partie :	
DE LA CONCERTATION À LA RÉALISATION DU PROJET	
3.1. Les procédures liées à la construction des ouvrages électriques	34
3.2. Les acteurs de la concertation	36
3.3. Les grandes étapes du projet	37

Avant-propos

Ce dossier s'adresse à tous les élus, associations et administrations concernés par la création du poste 63 000/20 000 volts de SOREA situé sur la commune de Saint-Jean-de-Maurienne et de ses raccordements souterrains à 63 000 volts au réseau public de transport d'électricité géré par RTE.

En vertu de la circulaire du 9 septembre 2002, dite circulaire «Fontaine», les objectifs de ce document sont :

- informer de façon explicite sur la nécessité de créer ce nouvel ouvrage et présenter la stratégie proposée pour y parvenir ;
- identifier la zone géographique dite «aire d'étude» à l'intérieur de laquelle le projet pourra s'inscrire et établir une analyse thématique de l'environnement au sein de cette zone ;
- proposer un emplacement dit «de moindre impact» pour construire le futur poste électrique et ses raccordements au réseau de transport (RPT) d'électricité.

Les informations exposées dans ce document serviront de base à la concertation menée sous l'égide du sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne.

L'objectif de cette concertation sera, dans un premier temps, de présenter le projet proposé par SOREA et RTE et de valider l'aire d'étude associée, puis dans un second temps, de valider l'emplacement pour la création du nouveau poste et le tracé pour ses raccordements au RPT d'électricité.

Le projet pourra ensuite faire l'objet des différentes procédures d'autorisation en vigueur.

01

La présentation du projet et de l'aire d'étude associée

-

Cette première partie présente les raisons pour lesquelles SOREA et RTE doivent envisager la création d'un poste 63 000/20 000 volts sur la commune de Saint-Jean-de-Maurienne et de ses raccordements au RPT d'électricité. Une aire d'étude est ensuite proposée au sein de laquelle seront recherchés un emplacement pour le poste et ses raccordements.

1.1. Les contraintes du réseau électrique de la régie SOREA

Le territoire desservi en électricité par la régie SOREA s'étend sur deux zones géographiques distinctes, mais dont les contraintes à venir s'interfèrent.

1.1.1. Caractéristiques du réseau de la régie SOREA (voir schéma p.5)

Le territoire desservi en électricité par la régie SOREA est caractérisé par deux zones géographiques :

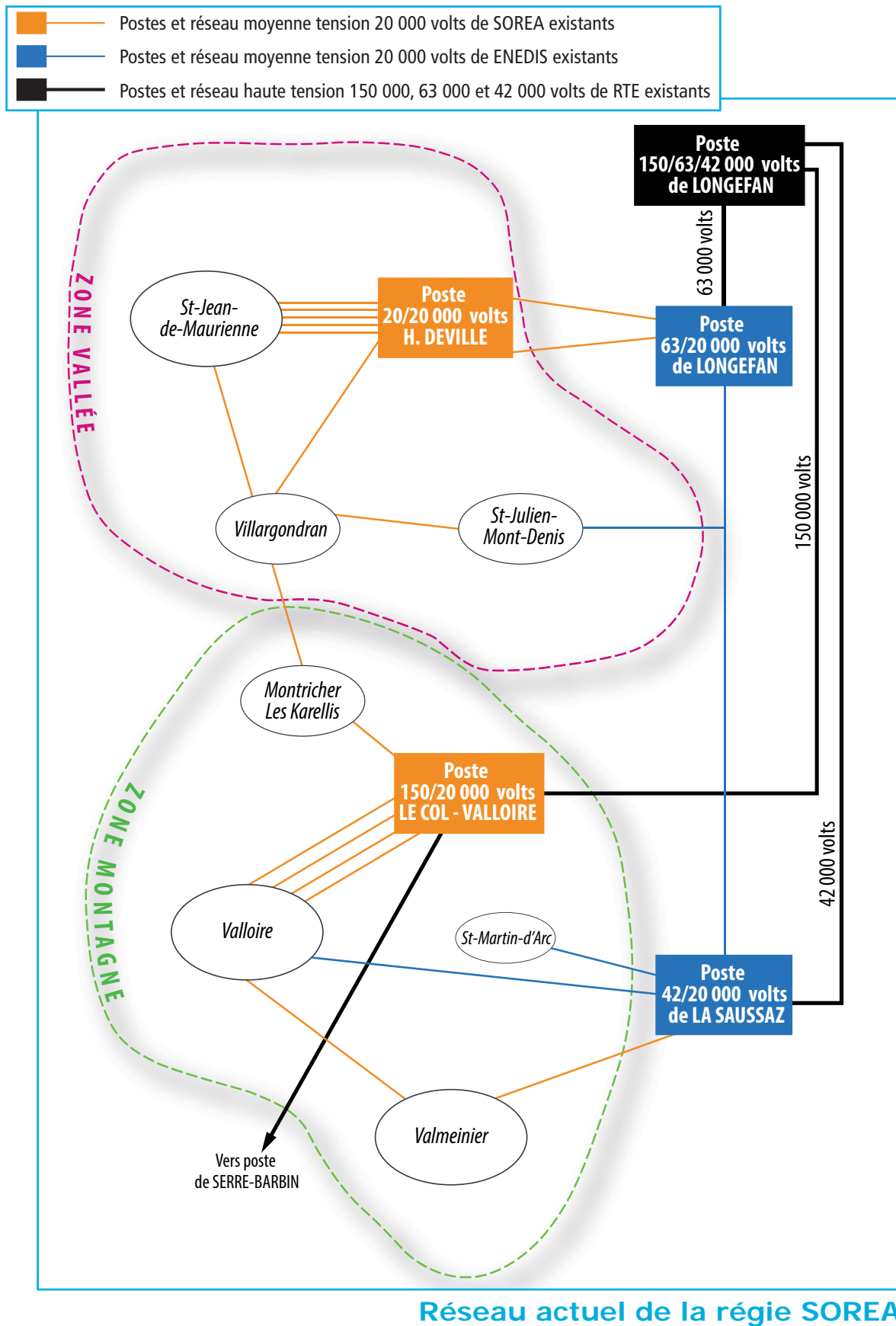
- la zone géographique «Montagne» couvre les communes de Montricher-Albanne, Saint-Martin-d'Arc, Valloire et Valmeinier.
L'activité touristique très intense dans cette zone est concentrée essentiellement sur les quatre mois d'hiver et engendre des appels de puissances élevés durant les périodes d'affluence ;
- la zone géographique «Vallée» couvre les communes de Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Julien-Mont-Denis et Villargondran.

La puissance consommée est relativement stable, en revanche la courbe de charge est fortement influencée par les centrales de production d'énergie renouvelable (hydraulique au fil de l'eau et photovoltaïque) raccordées sur cette zone.

1.1.2. Contraintes identifiées sur le réseau de la régie SOREA dans les années à venir

Le réseau de la régie SOREA va devoir répondre aux problématiques suivantes :

- **sur la zone géographique «Montagne» :**
 - **le risque de saturation du poste COL à l'horizon 2026** : ce poste, propriété de SOREA, est la source d'alimentation des Karellis, Valloire, Valmeinier et Saint-Martin-d'Arc. Par ailleurs, la restructuration du réseau briançonnais prévue par RTE à l'horizon 2022 conduira à supprimer une source d'alimentation de ce poste et à fragiliser son alimentation électrique.
Afin de lever les contraintes de saturation du poste COL et de sécuriser son alimentation électrique, SOREA projette de renforcer les liens électriques entre la zone «Montagne» et la zone «Vallée».
- **sur la zone géographique «Vallée» :**
 - **l'augmentation des consommations prévues** (raccordement des sites SNCF, développement touristique, chantiers liés à TELT...) générera des contraintes en période hivernale à l'horizon 2020 sur les liaisons moyenne tension entre les postes ENEDIS et SOREA. Ces contraintes fragiliseront l'alimentation électrique des clients de SOREA et empêcheront le raccordement de nouveaux clients ainsi que la sécurisation électrique de la zone «Montagne» et le développement de l'activité touristique.



1.2. La création d'un nouveau poste 63000/20000 volts est préconisée par SOREA

La création d'un nouveau poste 63000/20000 volts permet d'apporter une réponse durable aux contraintes identifiées.

Parmi les différentes solutions étudiées, SOREA a retenu de **construire un nouveau poste électrique 63000/20000 volts**. La régie pourra ainsi développer son réseau moyenne tension afin de sécuriser l'alimentation électrique des zones «Montagne» et «Vallée». Elle pourra également accompagner le développement économique et touristique du territoire (voir schéma p.7).

La construction d'un nouveau poste 63000/20000 volts permettra d'optimiser les flux, de répondre aux demandes de raccordement des nouveaux acteurs économiques et touristiques et de sécuriser l'alimentation en électricité de la totalité du territoire desservi par SOREA.

En outre, cette solution présente l'avantage d'augmenter les capacités du réseau, ce qui facilitera l'accueil de nouveaux moyens de production d'énergie renouvelable notamment de plus forte puissance.

Le positionnement géographique du futur poste 63000/20000 volts est envisagé à proximité immédiate du poste de répartition 20000 volts SOREA Henri-Deville construit en 2017. En effet, ce dernier a été conçu de façon à permettre son évolution vers un poste 63000/20000 volts, en réalisant une extension des installations et équipements existants.

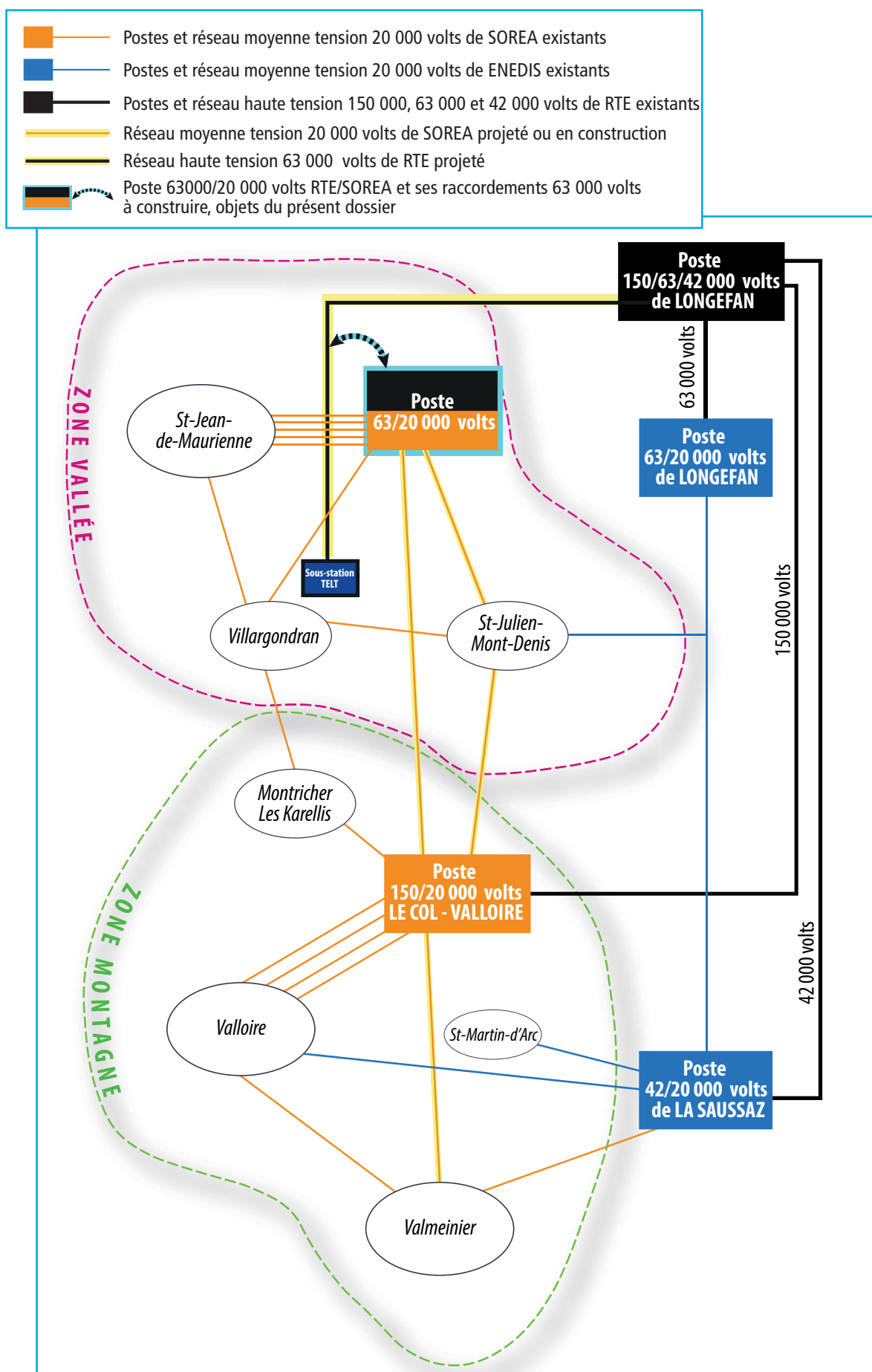
Les équipements nécessaires au raccordement de ce nouveau poste au Réseau public de transport d'électricité seront quant à eux construits et gérés par RTE.

Le poste de répartition existant SOREA se situe sur la commune de Saint-Jean-de-Maurienne, rue Henri-Deville, face aux zones d'activités, sur un terrain correspondant à un délaissé de l'A43.



Poste de répartition existant SOREA

Les travaux projetés sont estimés à **6,80 M€** aux conditions économiques 2019.



Réseau futur de la régie SOREA

1.3. La consistance technique du projet

Le nouveau poste 63000/20000 volts SOREA sera construit en technique «Poste intérieur modulaire (PIM)». Il sera raccordé au RPT d'électricité en technique souterraine.

1.3.1. Composition du poste

A/Principaux éléments techniques d'un poste PIM

Implanté en péri-urbain, le PIM désigne un poste de tension 63 000 de dimensions réduites, isolé dans l'air et installé dans un bâtiment. La réduction de place est en moyenne de 65 % par rapport à un poste aérien.



Exemple d'un poste PIM (poste de CROIX-DE-NEYRAT (63))

B/Compositions du futur poste

Dans le cadre du présent projet, le futur poste 63 000/20 000 volts aura une superficie d'environ 2 000 m² (dimensions de la clôture incluant les pistes et fosses déportées, mais pas les éventuels bassins tampons).

Il sera équipé, dans un premier temps, de deux transformateurs 63 000/20 000 volts d'une puissance de 25 MVA.

L'emprise au sol du bâtiment sera d'environ 700 m² en comptant les loges transformateurs. Il aura une hauteur maximale de 11 m.

Le poste sera raccordé sur la liaison souterraine à 2 circuits 63 000 volts LONGEFAN - VILLARGONDRAN implantée à quelques mètres.

C/Phase de construction

Les travaux seront réalisés conformément aux dispositions «types postes» et normes en vigueur, en particulier en application de l'arrêté technique interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributeurs d'énergie électrique.

Entre le démarrage des travaux et la mise en service, plusieurs opérations se succéderont :

- le balisage du chantier,
- l'aménagement du terrain,
- la réalisation des accès et de la clôture,

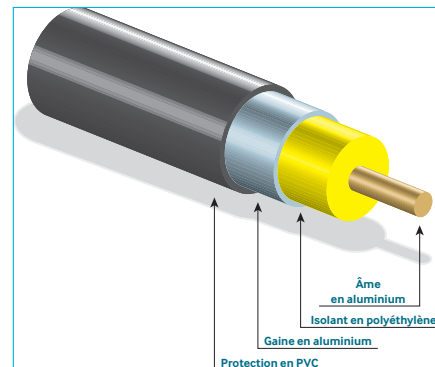
- la création de la plateforme,
- la construction du bâtiment et ses équipements (jeux de barres, cellules, contrôle-commande...),
- la réalisation des raccordements souterrains au réseau 63 000 volts,
- la mise en place des deux transformateurs 63 000/20 000 volts,
- la création des tranchées pour les liaisons moyenne tension 20 000 volts,
- le contrôle du fonctionnement du poste par les équipes SOREA et RTE.

1.3.2. Liaisons de raccordement en technique souterraine

Nota : Du fait de la normalisation des matériels, les liaisons souterraines seront construites en souterrain en technique 90 000 volts mais exploitées en 63 000 volts.

A/Câbles isolés

Une liaison souterraine se compose de trois câbles. L'isolement est assuré par un matériau en matière synthétique (polyéthylène) dont l'épaisseur augmente avec la tension.



B/Technique de pose

La technique de pose en fourreau PEHD* sera utilisée.

La tranchée aura une profondeur de 1,50 m pour une largeur d'environ 1,40 m pour une liaison double. La fouille est remblayée et munie d'un grillage avertisseur.

Pour la pose de câbles en fourreaux PEHD, le chantier comprend les étapes suivantes :

- décapage de la terre végétale ;
- ouverture de la tranchée ;
- pose des fourreaux PEHD dans la fouille ;
- remblayage de la fouille et pose du grillage avertisseur ;
- remise en état du sol (régalage de la terre végétale) ;
- déroulage des câbles ;
- réalisation du raccordement des câbles dans les chambres de jonction ;
- nettoyage et remise en état du site.



Tranchée avec fourreaux PEHD

* Polyéthylène Haute Densité

1.4. La proposition d'aire d'étude

Sur la base de la solution technique retenue, une aire d'étude doit être définie. Cette aire d'étude est présentée et proposée à la validation avec toutes parties prenantes d'une phase de concertation.

L'aire d'étude constitue le territoire sur lequel est menée une analyse approfondie de l'environnement (pris au sens large), afin d'en apprécier les sensibilités au regard du projet envisagé.

C'est à l'intérieur de l'aire d'étude que seront, en deuxième partie du présent document, inventoriées les composantes de l'environnement et que seront proposés un emplacement de moindre impact pour le futur poste 63 000/20 000 volts à construire et un tracé pour ses raccordements au réseau public de transport d'électricité.

Dans le cadre du présent projet, la définition de l'aire d'étude est conditionnée par la position de l'actuel poste de répartition appartenant à SOREA construit en 2017 et par la future liaison souterraine à 2 circuits 63 000 volts LONGEFAN - VILLARGONDRAN sur lequel le poste doit être raccordé.

Le futur poste devant être à proximité de ce poste existant et afin de limiter la construction de nouveaux liens à 20 000 volts, une aire d'étude d'un rayon de 0,5 km est définie. Elle est centrée sur le poste de distribution SOREA existant.

Les communes de Saint-Jean-de-Maurienne et de La Tour-en-Maurienne* sont concernées par l'aire d'étude proposée.

* La Tour-en-Maurienne est une commune nouvelle créée le 1^{er} janvier 2019, issue de la fusion des communes d'Hermillon, Le Châtel et Pontamafrey-Montpascal, qui sont devenues des communes déléguées.





02

L'analyse de l'état initial de l'environnement de l'aire d'étude, et la proposition d'un emplacement pour le futur poste et d'un tracé pour ses raccordements au RPT d'électricité

•

Sur la base de l'aire d'étude proposée, une analyse des enjeux environnementaux est effectuée afin de déterminer les sensibilités de l'aire d'étude vis-à-vis de l'implantation d'un poste électrique et de ses raccordements au RPT d'électricité par des liaisons souterraines à 63 000 volts.

2.1. Le contexte environnemental

À l'intérieur de l'aire d'étude précédemment définie, une analyse multicritère de l'environnement a été menée afin de dresser un état des lieux de l'environnement existant.

2.1.1. Milieu physique (voir carte p.17)

A/Climatologie

Les températures moyennes fluctuent de 7° (décembre) à 28° (juillet). Les mois les plus pluvieux sont : septembre, novembre et octobre.

Le climat varie également selon le type de versants, en fonction de leur exposition :

- les versants adrets sont dotés, grâce à l'ensoleillement, d'un climat plutôt chaud et sec et sont la zone de prédilection des cultures et de l'habitat.
- les versants ubacs sont en revanche ombragés et plus humides.

La période d'intervention des travaux pourra être conditionnée par les conditions météorologiques (hors période hivernale). Un ouvrage électrique n'a pas d'influence sur le climat. Le déplacement et la charge électrostatique des nuages ne sont en effet gouvernés que par les phénomènes atmosphériques.

B/Géologie et topographie

L'aire d'étude se situe en moyenne Maurienne qui se présente sous la forme d'une succession de défilés et verrous où le fond de vallée est très étroit (quelques centaines de mètres de large) s'ouvrant sur des bassins plus larges (3 km environ).

La vallée se caractérise par une topographie très plane d'une altitude moyenne de 600 m au niveau de l'aire d'étude composée de limons sablo-argileux correspondant à des dépôts de crue et des cailloutis à lentilles argileuses.



Morphologie de la vallée de la Maurienne

Elle est encadrée par des massifs montagneux aux versants abrupts culminant pour certains à plus de 2000 m d'altitude, composés principalement de gneiss au niveau de l'aire d'étude.

Une étude de sol sera réalisée au droit du projet afin de prendre en compte les dispositions nécessaires à la bonne tenue mécanique des ouvrages (poste et liaisons souterraines).

C/Eaux superficielles et souterraines

• Eaux superficielles

Le réseau hydrographique de la région est dense et s'articule autour de l'Arc qui draine la vallée de la Maurienne. Longue de 127 km, l'Arc est un affluent de l'Isère. La rivière présente à l'état naturel tous les caractères d'une rivière torrentielle à forte pente, à l'hydrologie contrastée, aux transports solides abondants (bois, galets, blocs rocheux...).

Depuis le 19^{ème} siècle, le cours de la rivière et de son bassin-versant a été largement transformé, aménagé et modifié.

Le cours de la rivière est alimenté par de très nombreux ruisseaux descendant des massifs encadrant la vallée.

- **Eaux souterraines**

Aucun puits de captage en eau potable n'est recensé dans l'aire d'étude.



L'Arc surplombé par l'A43

La réalisation du projet suppose des travaux de terrassement et de génie civil. Ces travaux de faible ampleur et localisés, seront susceptibles de provoquer des pollutions légères. Toutes les mesures seront systématiquement prises pour éviter leur ruissellement et un quelconque dommage.

• Durant les travaux, le risque de pollution de la nappe sera évité au vu des modes opératoires que SOREA et RTE imposent aux entreprises travaillant pour leur compte.

Une fois réalisés, le poste électrique disposant d'équipements de protection contre les pollutions accidentelles (ex : fosse déportée pour le transformateur) comme ses raccordements 63 000 volts n'auront pas d'incidence sur la qualité des eaux souterraines.

- **Documents cadres relatifs à la gestion des eaux**

Le réseau hydrographique est couvert par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée. Ce document définit, pour une période de six ans (2016-2021), la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.

Aucun SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) n'est recensé au niveau de l'aire d'étude.

• Le respect simple de la réglementation en vigueur et la mise en place de modes opératoires spécifiques visant à éviter, réduire ou compenser tout dommage sur la ressource hydrique font qu'un ouvrage RTE ou SOREA est systématiquement compatible avec le SDAGE et les SAGE.

D/Risques naturels

Les risques naturels recensés sur les communes de l'aire d'étude sont les suivants :

- le risque sismique,
- les mouvements de terrain,
- l'inondation.

Le **risque sismique** est de niveau 3 (risque modéré) sur le territoire étudié.

Les **risques de mouvements de terrain** sont très importants sur ces communes hors fond de vallée.

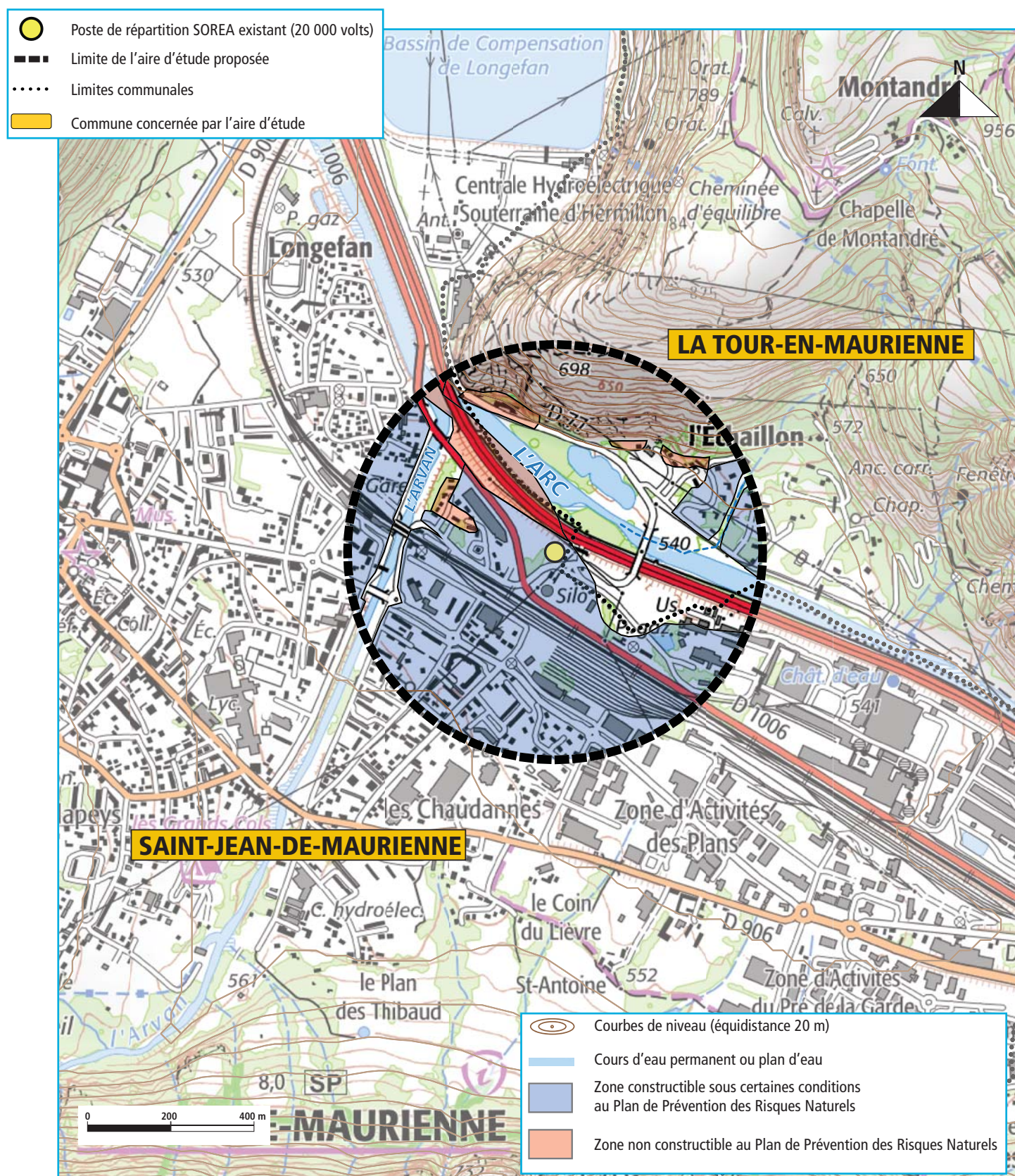
Les 2 communes de l'aire d'étude sont concernées par un **risque d'inondation** lié à l'Arc et à son bassin-versant. Une crue importante a eu lieu le 24 septembre 1993, causant d'importants dommages aux infrastructures ferroviaires et routières entre Modane et Saint-Jean-de-Maurienne. Le débit a atteint 400 à 500 m³/s à Saint-Jean-de-Maurienne.



Aménagement de l'Arc pour canaliser les crues

Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) de l'Arc - Tronçon médian de Pontamafrey-Montpascal à Aussois - couvrant 18 communes dont Saint-Jean-de-Maurienne et La Tour-en-Maurienne a été approuvé le 24 juillet 2019. Il détermine la constructibilité ou non des différents secteurs de son territoire.

● ● ● L'analyse du règlement du PPRi Arc-Tronçon médian montre que l'implantation dans les secteurs inondables répertoriés en zone bleue est autorisée pour une infrastructure publique telle qu'un poste ou une ligne électrique.



**Carte des enjeux et sensibilités
pour le milieu physique**

2.1.2. Milieu naturel (voir carte p.19)

A/Zones d'inventaires naturels ou réglementaires

La vallée de l'Arc est très souvent artificialisée et les milieux naturels remarquables restent très localisés et **aucun secteur d'intérêt patrimonial n'est recensé dans le fond de vallée.**

Seuls le site Natura 2000 «Perron des Encombres» et la ZNIEFF* de type 1 «Échaillon et les alentours de Montandré» effleurent le nord-ouest de l'aire d'étude.

Sur les versants souvent difficiles d'accès, les milieux sont préservés et peuvent abriter des espèces rares, comme le Perron des Encombres répertorié en tant que site Natura 2000 en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC) n° FR8201782 en application de la Directive «Habitats» et en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS) n° FR8212006 en application de la Directive «Oiseaux».

Ce site abrite un éventail d'habitats et notamment de pelouses naturelles ou semi-naturelles se répartissant de l'étage collinéen à l'étage alpin, pouvant servir à de nombreuses espèces d'oiseaux soit de lieu de nidification, soit de «terrain de chasse» (Circaète Jean-le-Blanc, Aigle royal, Engoulevent d'Europe, Perdrix bartavelle, Caille des blés, Traquet motteux, Alouette des champs...).

Enfin, ce site accueille quelques-unes des dernières stations naturelles de «Tulipes de Savoie» et un éventail de types de pelouses naturelles ou semi-naturelles se répartissant de l'étage collinéen à l'étage alpin.



Le Perron des Encombres

B/Enjeux faune et flore au niveau de l'aire d'étude

Les secteurs pouvant abriter des milieux naturels à enjeux se situent principalement au niveau de la ripisylve de l'Arc (très réduite sur l'aire d'étude) et de quelques friches ou délaissés le long des axes routiers.

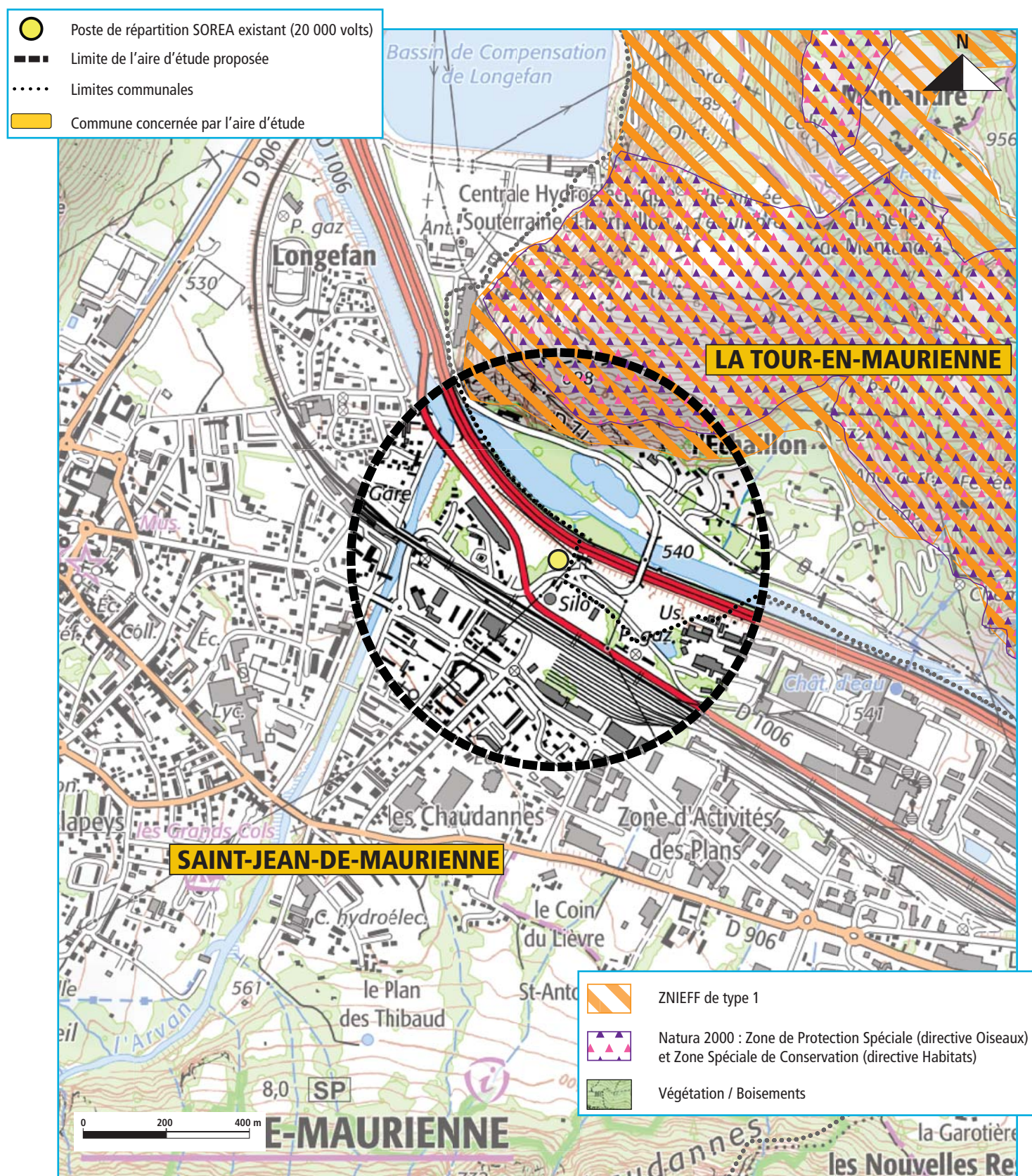


Délaissé entre zones urbaines au niveau du futur poste SOREA



Les enjeux du milieu naturel sur le secteur étudié sont limités à de petites zones relictuelles (petits boisements, haies) coincées entre les infrastructures et les zones urbanisées, ainsi qu'aux abords des cours d'eau.

* Zone Naturelle d'Intérêt Faunistique et Floristique de type 1 : secteur de grand intérêt biologique ou écologique.



Carte des enjeux et sensibilités
pour le milieu naturel

2.1.3. MILIEU HUMAIN (voir carte p.25)

A/Population

Évolution du nombre d'habitants des communes de l'aire d'étude depuis 1968 (source : INSEE)

Commune	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2014
Hermillon*	702	591	583	505	520	532	576
St-Jean-de-Maurienne	8685	9746	9639	9439	8902	8731	7794

Ces dernières décennies, les communes ont connu une tendance à la stagnation, voire à la baisse, de leur évolution démographique. Néanmoins, d'après l'INSEE, la Maurienne devrait compenser un solde naturel négatif par des migrations favorables influencées par la cluse de Chambéry en entrée de vallée et devrait bénéficier des effets démographiques potentiels du chantier de la ligne à grande vitesse Lyon-Turin.

B/Habitat

L'aire d'étude s'étend principalement en fond de vallée sur les zones d'activités.

L'unique zone résidentielle se situe sur la commune Saint-Jean-de-Maurienne, quartier «Sous le bourg», constitué de maisons d'habitations implantées le long de petites rues. Ce quartier qui a vu le jour dans les années soixante s'est étoffé au fil des décennies. Il n'accueille aucun commerce. Il jouxte le stade Joseph Gavarini.



Sous le Bourg

En phase d'exploitation, le poste respectera la réglementation en vigueur en matière d'émissions sonores.

Une liaison électrique souterraine présente une emprise dans le sous-sol compatible avec le passage en milieu urbain sous voirie, néanmoins pour plusieurs liaisons comme dans le cadre du présent projet, le passage en milieu urbain peut être délicat suivant l'espace disponible. Dans ce cas, des précautions sont prises en lien avec les organismes gestionnaires des voiries afin que le chantier soit le moins dommageable possible (installation de déviation, aménagement des accès des riverains, feux de signalisation...).

C/Documents d'urbanisme

L'aire d'étude est couverte par le Schéma de cohérence territoriale (SCOT) Maurienne qui est en cours d'élaboration.

Les deux communes sont dotées d'un Plan local d'urbanisme (PLU) approuvés :

- le 19 décembre 2006 pour Hermillon (commune intégrée dans la nouvelle commune de La Tour-en-Maurienne),
- le 16 décembre 2005 pour Saint-Jean-de-Maurienne.

* Les chiffres de la nouvelle commune de La Tour-en-Maurienne ne sont pas encore disponibles.

Ces documents délimitent principalement les zones urbanisées et d'urbanisation future (à court et long termes) par rapport aux espaces naturels. Sont également reportés sur les documents graphiques les servitudes d'utilité publique et les emplacements réservés.

• Le projet s'attachera à être compatible avec les règles d'urbanisme en vigueur.

D/Activités économiques

• Zone d'activités

Les différentes zones d'activités couvrent presque 100 hectares dans le fond de vallée au niveau de Saint-Jean-de-Maurienne.

Une partie est entièrement occupée par l'entreprise Trimet.

Le site de l'usine Trimet est classé SEVESO seuil haut. Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) au sens de la législation. Cet établissement a mis en place un Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 11 avril 2012.

Ce PPRT se compose notamment d'un périmètre de 250 m autour des installations, scindé en deux zones distinctes : une zone rouge d'interdiction stricte et une zone bleue d'autorisation sous conditions.



Installations de l'entreprise Trimet

• Le PPRT de l'usine autorise quelle que soit la zone (rouge ou bleue) la création ou la modification des réseaux eau, gaz et électricité.

La seconde zone d'activités s'articule le long de l'avenue du 8 mai 1945 et correspond à une vaste zone commerciale regroupant des grandes enseignes de distribution et de restauration, ainsi que des concessionnaires automobiles.



Zone commerciale de part et d'autre de l'avenue du 8 mai 1945

• Le projet devra prendre en compte ces secteurs d'activités afin de ne pas créer de gêne durant la phase de travaux.

E/Infrastructures

• *Infrastructures routières*

L'A43 relie Lyon à Modane et se prolonge ensuite jusqu'à Turin (Italie) via le tunnel du Fréjus. Au niveau de l'aire d'étude, l'A43 (2x2 voies) longe les bâtiments de l'usine Trimet, puis franchi l'Arc pour se caler en pied de versant au niveau de Saint-Julien-Mont-Denis.



L'A43 au niveau de TRIMET

L'A43 est gérée par la Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF). La moyenne annuelle journalière était de presque 7000 véhicules en 2017 dont 2200 poids lourds.

La RN6 qui reliait Paris à l'Italie par le Mont-Cenis a été déclassée en 2005 pour devenir la RD1006. Son tracé suit le cours de l'Arc. Délestée du trafic international, la RD1006 (2x1 voie) a une fonction de desserte locale, un rôle de liaison inter-bourgs en fond de vallée et conserve à ce titre un rôle majeur dans les déplacements au niveau de vallée car elle reste l'artère principale pour tous les trajets courts, notamment les poids lourds entre la sortie 28 et l'entreprise Trimet.

La moyenne annuelle journalière en 2016 était également de 7000 véhicules au niveau de cet axe départemental.

• *Infrastructures de transport d'énergie*

Le réseau électrique haute et très haute tension s'étoile depuis les postes électriques de transformation de LONGEFAN et LA SAUSSAZ, avec des ouvrages 42000, 63000, 150000 et 225000 volts aériens et souterrains.

Les travaux envisagés par TELT dans le cadre de la construction de la section transfrontalière de la future liaison ferroviaire Lyon-Turin nécessitent la création de nouveaux ouvrages afin d'alimenter les futures installations, notamment les sous-stations ferroviaires. Les travaux sont en cours.



Poste de LONGEFAN

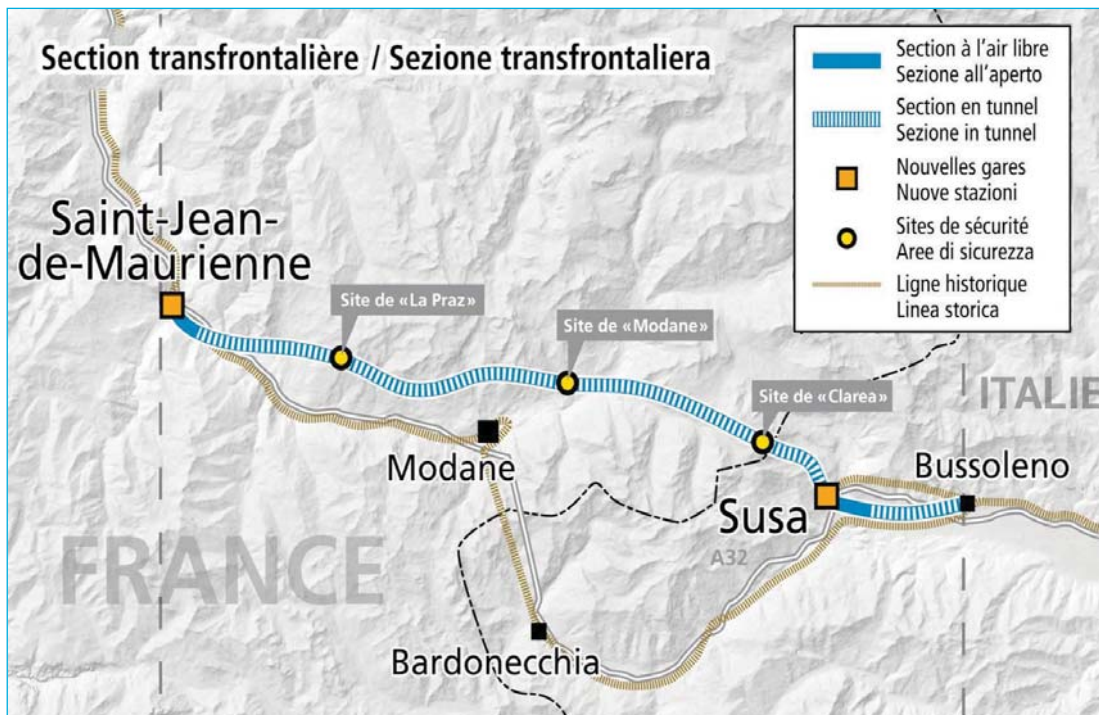
Plusieurs lignes électriques du Réseau public de transport d'électricité géré par RTE vont être modifiées dans les mois qui viennent afin de permettre à TELT de réaliser ces travaux.

La canalisation de gaz haute pression CHAMOUSSET - HERMILLON permet d'alimenter les sites industriels de Saint-Jean-de-Maurienne.

- **Infrastructures ferroviaires**

La **voie ferrée Paris - Modane** autorise le trafic des TGV mais en partie en vitesse limitée. Elle permet de relier Paris à Modane en 4 heures.

L'aire d'étude est concernée par les travaux de construction de la **liaison ferroviaire Lyon-Turin** par Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT). Ce dernier est le promoteur public en charge de la réalisation puis de la gestion de la section transfrontalière de la future liaison ferroviaire Lyon-Turin. Cette section transfrontalière, longue de 65 km dont 57,5 km en tunnel, relie les gares internationales de Saint-Jean-de-Maurienne en France et de Suse en Italie.



Tracé de la liaison ferroviaire Lyon-Turin entre Saint-Jean-de-Maurienne (France) et Suse (Italie)

- Un poste électrique ou une liaison souterraine peut être construit à proximité d'infrastructures terrestres de transport à condition de respecter les distances de sécurité ou marges de recul imposées par les gestionnaires. La proximité d'une route large est privilégiée pour l'acheminement du matériel électrique (recours au convoi exceptionnel pour les transformateurs).

F/Patrimoine

L'occupation humaine de la région est très ancienne et les centres bourgs des communes de l'aire d'étude recèlent des bâtiments et édifices d'intérêt dont certains sont recensés en tant que monuments historiques. Néanmoins aucun ne se situe au niveau de l'aire d'étude.

Des sites archéologiques peuvent être présents. A cet effet, le service régional d'archéologie sera consulté préalablement afin de savoir si l'archéologie préventive est nécessaire.

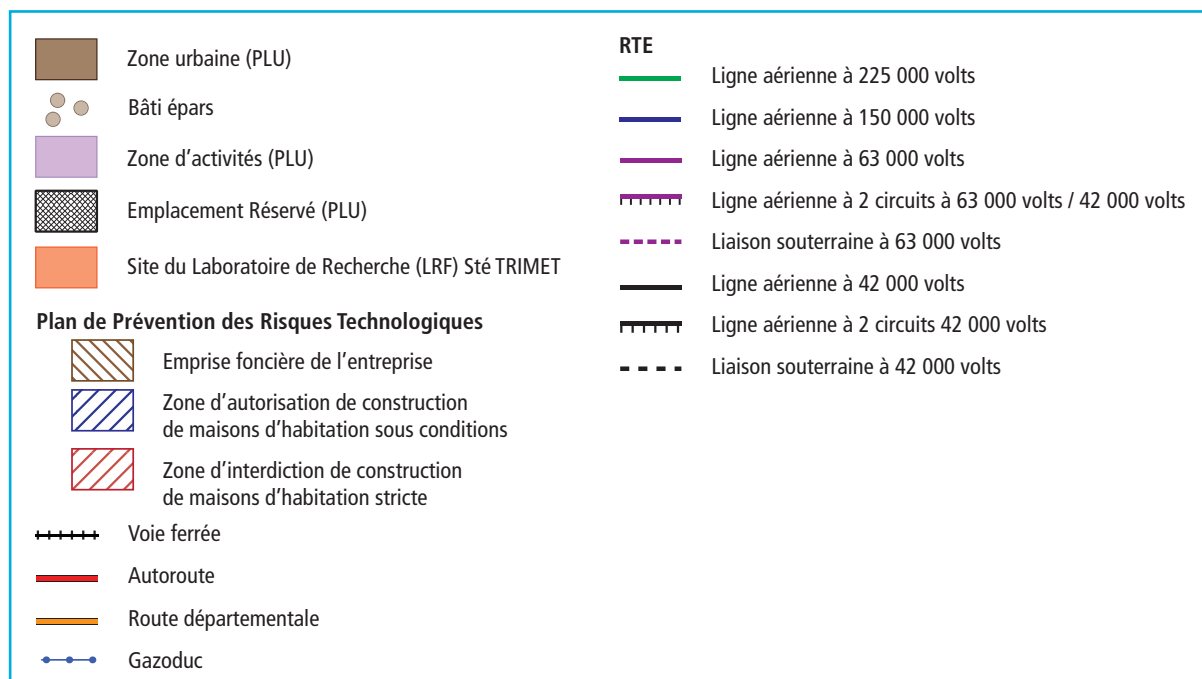
2.1.4. Paysage

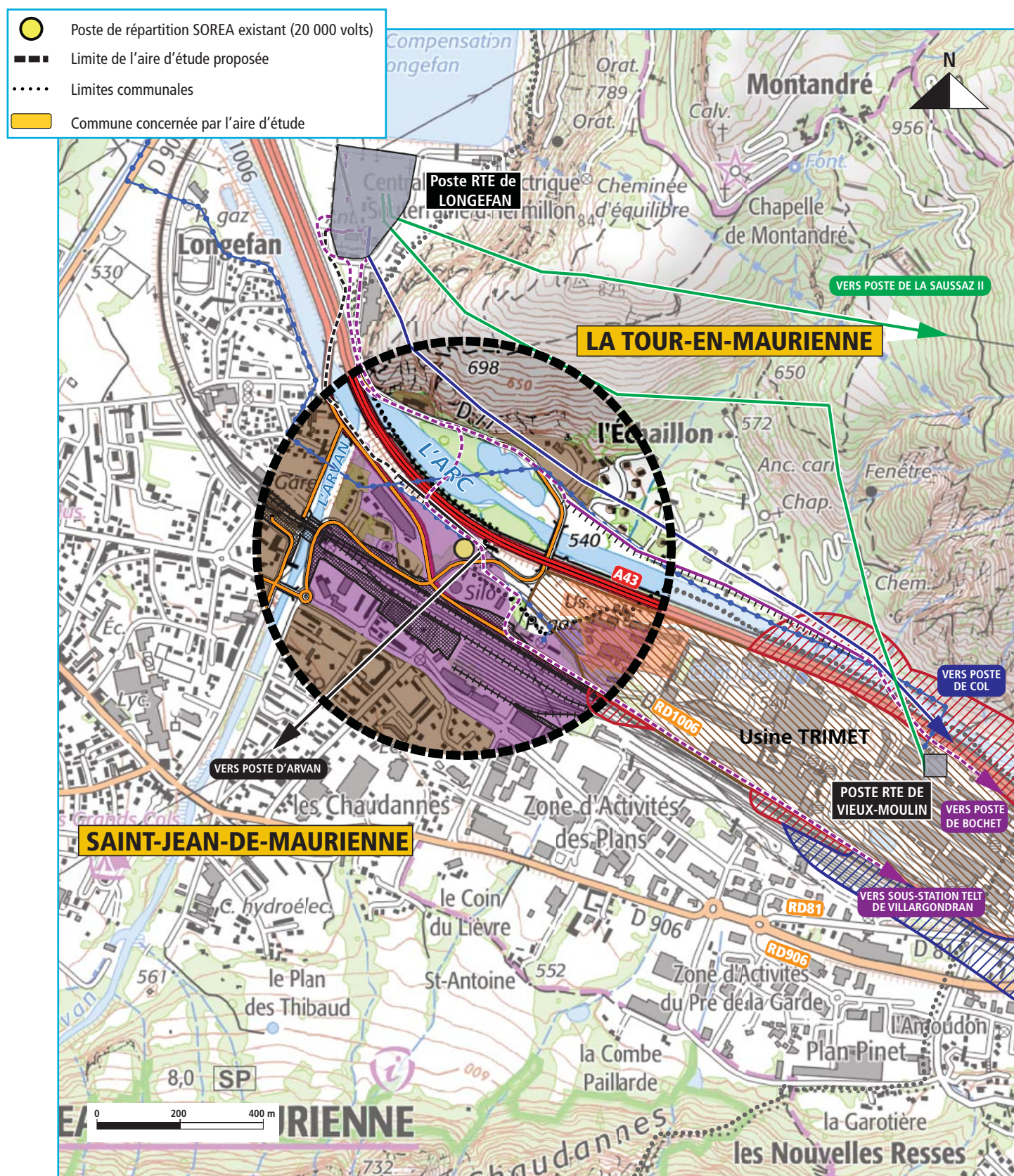
Le paysage se caractérise par un fort contraste entre les versants et sommets au caractère naturel et le fond de vallée entièrement investi par l'urbanisation et sillonné par les grandes infrastructures routières et ferroviaires.



L'arrière-plan de montagnes enneigées contraste avec le fond de vallée investi par les infrastructures et les zones urbaines

L'impact paysager d'un poste électrique est proportionnellement lié à la sensibilité du paysage, à la fréquentation du site et à la proximité de zones d'habitations. La technique PIM utilisée facilitera l'insertion du poste car elle permet une meilleure insertion paysagère des installations. De par sa nature, une liaison électrique souterraine est sans effet permanent sur le paysage.





2.2. L'emplacement pour le futur poste 63 000/20 000 volts SOREA

L'encombrement de la vallée et les impératifs techniques ont conduit à proposer un emplacement à proximité du poste de distribution existant pour l'implantation du futur poste 63 000/20 000 volts construit par SOREA et RTE.

2.2.1. Effets génériques d'un poste sur son environnement

Les effets d'un ouvrage tel que le futur poste 63 000/20 000 volts peuvent être «temporaires», c'est-à-dire liés à la phase chantier, et dans ce cas ils disparaissent plus ou moins rapidement à l'issue des travaux, ou «permanents», c'est-à-dire constants dans la durée (même s'ils peuvent être minimisés).

Nota : Dans le cas présent, la durée du chantier est estimée à 18 mois.

A/Effets sur les milieux physiques

La construction d'un poste électrique nécessite un aplanissement du terrain et la création de fondations adaptées. Ces travaux et la présence de l'ouvrage lui-même peuvent avoir un impact sur les sols (effets temporaires).

Les principaux constituants d'un transformateur sont enfermés dans une cuve d'acier contenant de l'huile servant à l'isolation et à la réfrigération. Cette huile minérale est refroidie par un groupe d'aéroréfrigérants. L'ensemble du système de récupération de l'huile mis en place est étanche. De ce fait, aucune pollution des eaux n'est possible. En cas d'incident, l'huile est évacuée par une entreprise spécialisée vers un centre de traitement agréé (effets permanents).

Par ailleurs, si le secteur présente un risque d'aléa naturel, des précautions constructives doivent éventuellement être envisagées afin d'éviter tous désordres (effets permanents).

B/Effets sur les milieux naturels

La phase de construction d'un poste électrique peut être à l'origine de diverses perturbations pour la faune et la flore :

- bruit et activité du chantier pouvant effrayer la faune (effets temporaires),
- dégradation, voire destruction, de certains milieux par piétinements, tassements (effets permanents).

C/Effets sur le milieu humain

Certains équipements d'un poste sont susceptibles de créer des nuisances (effets permanents) :

- Les principaux constituants d'un transformateur sont enfermés dans une cuve d'acier contenant de l'huile servant à l'isolation et à la réfrigération. L'ensemble du système de récupération de l'huile mis en place est étanche afin d'éviter le risque de pollution des eaux. En cas d'incident, l'huile est évacuée par une entreprise spécialisée vers un centre de traitement agréé.
- Le bruit émis par un poste électrique provient du fonctionnement des ventilations, des aéroréfrigérants, des enroulements du transformateur et de différents relayages. Une étude acoustique permettra de s'assurer que le poste aura une faible émergence sonore et inférieure aux seuils réglementaires soit 5 dB(A) de jour et 3 dB(A) la nuit.
- L'incendie d'un transformateur au sein d'un poste électrique ne peut être exclu. En effet, de par sa fonction, un transformateur contient des matériaux combustibles.

Des normes constructives, en matière d'incendie, sont appliquées dont notamment la mise en place d'un dispositif de récupération d'huile.

Le poste 63 000/20 000 volts SOREA respectera les limites réglementaires d'exposition du public (5 000 V/m pour le champ électrique et 100 µT pour le champ magnétique).

D/Effets sur le paysage

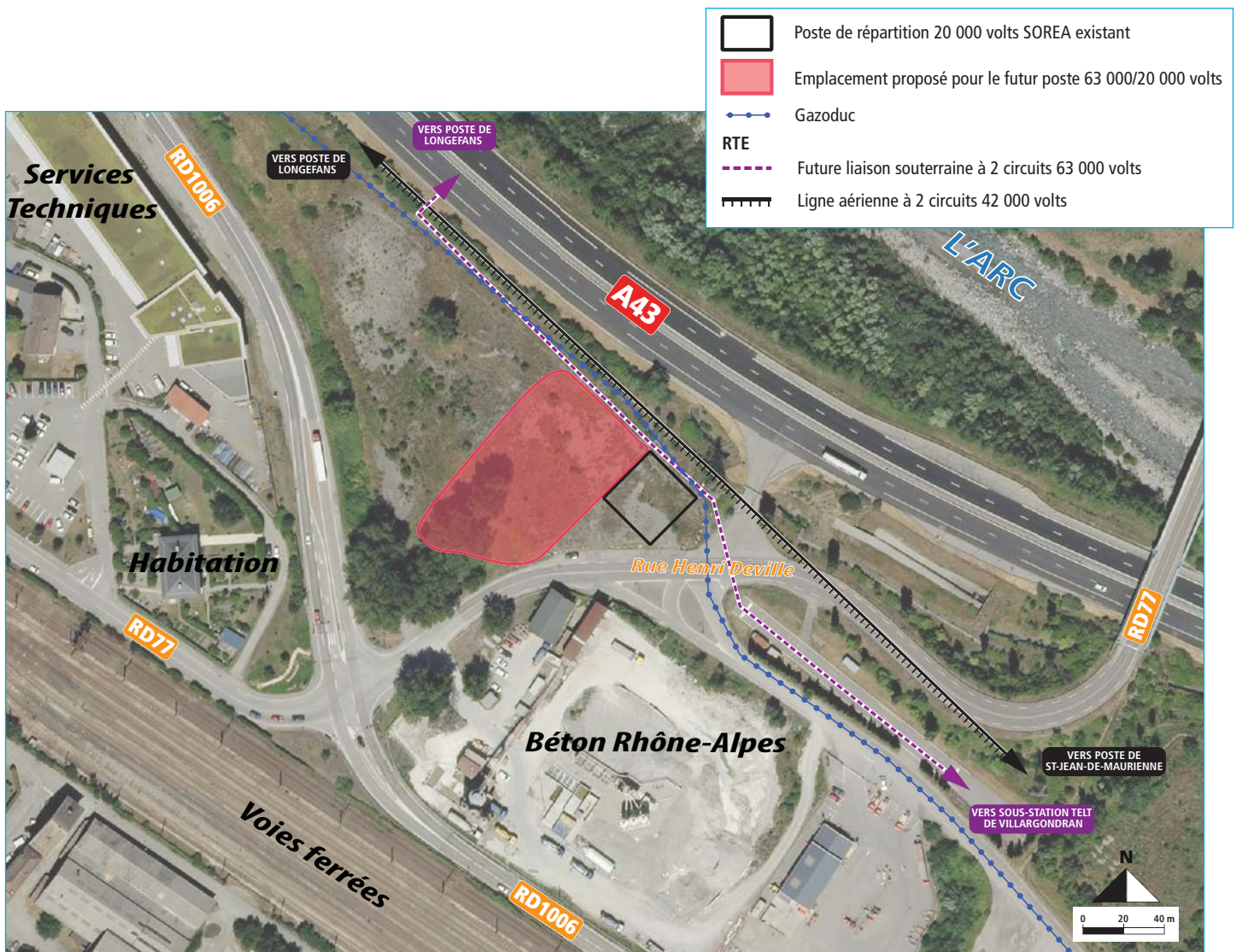
L'impact paysager d'un poste électrique est proportionnellement lié à la sensibilité du paysage (paysage ouvert/paysage fermé), à la fréquentation du site et à la proximité de zones d'habitations (effets permanents).

2.2.2. Description de l'emplacement proposé

La vallée de la Maurienne est étroite sur ce secteur et fortement investie par :

- l'Arc et l'Arvan qui confluent au niveau du Bec de l'Échaillon,
- les infrastructures linéaires (A43, RD1006, voies ferrées, lignes électriques, gazoducs...),
- les zones d'activités.

Un emplacement, correspondant à un délaissé de l'A43, est encore libre de construction et est susceptible d'accueillir un poste 63 000/20 000 volts (voir ci-dessous).



Emplacement envisagé pour la création du poste 63 000/20 000 volts

Cet emplacement a l'avantage de présenter les caractéristiques techniques suivantes :

- il est de pente faible à nulle, ce qui limitera les déblais/remblais,
- il est au plus proche du poste électrique de répartition SOREA,
- il est facilement accessible par un convoi exceptionnel pour l'acheminement des transformateurs,
- il est facilement raccordable aux ouvrages 63000 et 20000 volts en place afin d'éviter des surcoûts et d'éventuels impacts lors des travaux.

Le fait d'accueillir les équipements électriques sur un emplacement en continuité du poste SOREA existant, constitue la meilleure solution des points de vue technique, environnemental et financier.
Aussi, aucun autre emplacement ne sera étudié et présenté.

2.2.3. Analyse des impacts de l'emplacement proposé

Le tableau ci-contre montre que le principal impact réside dans l'insertion du poste dans le site.

En effet, le poste est implanté à proximité de la RD1006 supportant un trafic routier important car permettant d'accéder à l'A43 et de la rue Henri Deville également très fréquentée car menant au bourg d'Hermillon.

Afin d'assurer une meilleure qualité d'insertion dans cet espace situé en entrée de ville, il a été retenu :

- de préférer la technique de poste intérieur modulaire dans lequel l'ensemble des installations électriques sont dissimulées (contrairement à un poste électrique aérien) ;
- de proposer un bardage d'un coloris en accord avec celui du bâtiment des services techniques de la ville (voir photo ci-dessous) installé le long de la RD1006.



Le bardage du poste sera en accord avec le coloris
du bâtiment des services techniques de la ville

Tableau d'analyse des impacts :

		Emplacement proposé pour le poste 63 000/20 000 volts
MILIEU PHYSIQUE	Configuration terrain/accès et ampleur travaux associés	Terrassements peu importants
	Risques naturels	Présence de l'Arc à proximité. Compatible avec les documents de prévention des risques inondation
MILIEU NATUREL	Enjeux réglementaires et de planification environnementale	Hors zones réglementaires (Site Natura 2000, ZNIEFF...)
	Habitats et espèces d'intérêt patrimonial	Un prédiagnostic écologique réalisé par le bureau d'études spécialisé Biotope a permis de conclure que le site ne présentait aucun enjeu tant pour les habitats naturels que pour la faune et la flore
MILIEU HUMAIN	Vocation actuelle du site et pérennité des activités	Délaissé suite aux travaux de l'A43 : friches
	Zone d'habitations	à 130 m de la première habitation (située à l'angle de la voie d'accès aux services technique)
	Compatibilité avec les documents de planification urbaine (PLU,...)	Zone Ue: Il s'agit d'une zone réservée aux activités économiques où les équipements publics sont autorisés à condition que le constructeur prenne en compte les risques naturels
PAYSAGE	Perception depuis les axes de découverte du paysage	Le poste s'insère dans un contexte semi-urbain, investi par les industries et les infrastructures. L'emplacement est perceptible depuis la RD77 (rue Henri Deville) et la RD1006 qui constituent deux axes très fréquentés à Saint-Jean-de- Maurienne.

Contrainte nulle à faible	Contrainte faible à moyenne	Contrainte moyenne à forte	Contrainte forte à très forte
------------------------------	--------------------------------	-------------------------------	----------------------------------

2.3. Les raccordements 63 000 volts du futur poste au RPT d'électricité

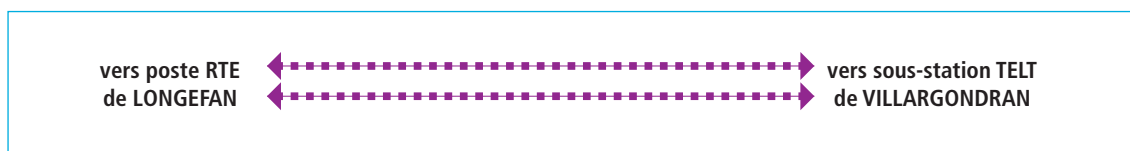
Le tracé des raccordements 63 000 volts du futur poste s'impose du fait de la proximité immédiate des liaisons souterraines LONGEFAN - VILLARGONDRAN.

2.3.1. Description des liaisons de raccordement du nouveau poste 63 000/20 000 volts au réseau public de transport d'électricité

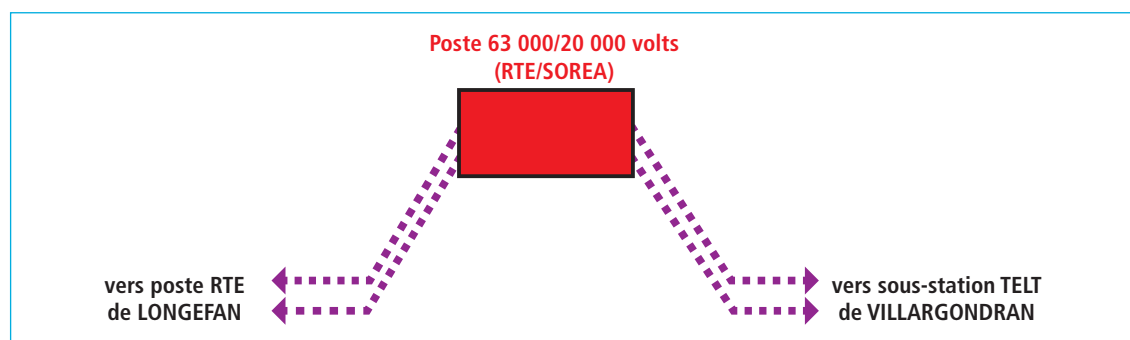
Dans le cadre du raccordement de la sous-station de VILLARGONDRAN pour TELT, deux liaisons souterraines à 63 000 volts doivent être prochainement construites par RTE depuis le poste électrique de LONGEFAN.

Le tracé retenu pour ces deux liaisons électriques passe à proximité immédiate du 63 000/20 000 volts à construire. Aussi le tracé des raccordements du futur poste s'impose et le linéaire sera limité à quelques mètres seulement.

Le raccordement sera réalisé en coupure de la façon qui suit :



Situation avant la construction du poste 63 000/20 000 volts SOREA



Situation après la construction du poste 63 000/20 000 volts SOREA

2.3.2. Effets potentiels des futures liaisons et mesures envisagées

Comme pour le poste électrique, les effets d'une liaison souterraine peuvent être «temporaires», c'est-à-dire liés à la phase chantier (dans ce cas ils disparaissent plus ou moins rapidement à l'issue des travaux), ou «permanents», c'est-à-dire constants et irréversibles (même s'ils peuvent être minimisés).

Dans le cas d'un ouvrage souterrain, les effets sont en grande majorité «temporaires».

A/Effets «temporaires» liés à la phase travaux

La phase de construction des ouvrages induit inévitablement des impacts : les travaux engendrent des nuisances pour les riverains et les personnes fréquentant le secteur concerné (bruit, poussière, circulation d'engins, ouverture de tranchée, perturbation de la circulation...). Ces nuisances sont temporaires et proportionnelles à la sensibilité de l'environnement local.

B/Effets «permanents» liés à la présence de l'ouvrage

Dans le cas d'une liaison souterraine, l'unique impact permanent est lié à sa présence. Il est en effet nécessaire de maintenir une accessibilité en cas d'une éventuelle avarie, ce qui implique de laisser le sol libre de tout obstacle en surface. De ce fait, l'implantation d'un ouvrage souterrain est incompatible avec la plantation d'arbres aux racines profondes et la réalisation de constructions à l'aplomb de la ligne. Cette contrainte est matérialisée par l'instauration d'une servitude «gelant» une bande large de 2,50 mètres de part et d'autre de l'axe de chaque liaison.

Les liaisons souterraines respecteront les limites réglementaires d'exposition du public (5000 V/m pour le champ électrique et 100 μ T pour le champ magnétique).

2.3.3. Analyse des impacts potentiels des raccordements

Les raccordements souterrains 63000 volts du fait de leur très faible linéaire (de l'ordre de quelques dizaines de mètres) n'induiront aucun impact notable, d'autant qu'ils seront positionnés sur la parcelle d'implantation du poste.



03

De la concertation à la réalisation du projet

•

La suite du projet (phases d'études, de procédures et de travaux) sera menée en concertation, notamment avec les collectivités locales, les services de l'État et les concessionnaires et les associations, de manière à définir le projet de détail et à assurer une insertion optimale des travaux sur ce territoire.

3.1. Les procédures liées à la construction des ouvrages électriques

Tout projet d'ouvrage doit faire l'objet d'une justification technico-économique et d'une concertation, visant à préparer les étapes réglementaires de son autorisation.

La justification technico-économique (JTE) a été jugée recevable le **29 juillet 2019** par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.

3.1.1. Concertation

Les fondements de la concertation sur les projets d'ouvrages électriques ont été posés par le protocole du 25 août 1992, dans lequel EDF s'est engagé vis-à-vis de l'État à mettre en œuvre, le plus en amont possible de chacun de ses projets de 63 000 à 400 000 volts, une large concertation avec l'ensemble des partenaires concernés (élus, services de l'État, associations, etc.).

Ce principe a été reconduit, tout en étant renforcé, par les accords «Réseaux électriques et Environnement» de 1997 et 2001 et le «contrat de service public» de 2005 entre l'État, EDF et RTE, ainsi que le contrat de service public entre l'État et RTE du 7 mai 2017. Il a en outre été relayé par plusieurs circulaires.

Celle actuellement en vigueur est la circulaire* de la ministre déléguée à l'Industrie du 9 septembre 2002, relative au développement des réseaux publics de transport et de distribution de l'électricité, qui précise que la concertation sur les projets a pour objectifs :

- «de définir, avec les élus et les associations représentatifs des populations concernées, les caractéristiques du projet ainsi que les mesures d'insertion environnementale et d'accompagnement du projet ;
- d'apporter une information de qualité aux populations concernées par le projet».

Cette concertation est conduite sous l'égide du sous-préfet de Saint-Jean-de-Maurienne qui détermine la liste des acteurs concernés. Elle associe les services de l'État, les élus, les associations et les maîtres d'ouvrage afin de leur présenter :

- le projet,
- la délimitation de l'aire d'étude,
- les différentes contraintes et enjeux à l'intérieur de cette aire,
- l'analyse et la détermination du site envisagé au regard des contraintes environnementales et technico-économiques.

Le présent dossier est élaboré pour répondre à cette phase de concertation.

3.1.2. Évaluation environnementale et participation du public

Le code de l'environnement prévoit que les travaux, ouvrages ou aménagements énumérés dans le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement soient soumis à une évaluation environnementale, soit de façon systématique, soit après un examen au «cas par cas».

Le présent projet entre dans le champ d'application de l'examen au «cas par cas». Ainsi, le maître d'ouvrage SOREA adressera une demande d'examen à l'Autorité environnementale.

À l'issue de cet examen, si le projet doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, une étude d'impact sera alors réalisée et une enquête publique d'un mois minimum sera organisée à Saint-Jean-de-Maurienne.

* Circulaire signée par Nicole Fontaine le 9 septembre 2002.

Dans le cas contraire, une consultation du public sur le dossier de déclaration d'utilité publique sera organisée pendant une durée qui ne peut être inférieure à quinze jours conformément aux articles L.323-3 et R.323-5 du code de l'énergie.

Une concertation préalable pourra également être mise en œuvre en application des articles L.121-1 et R.121-1 et suivants du code de l'environnement.

3.1.3. Projet de détail

SOREA et RTE élaborent le projet de détail de l'ouvrage, en liaison notamment avec la commune et les services de l'État.

Un contrôle sur la réalisation des ouvrages s'exerce pour :

- assurer le respect de la réglementation technique (arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques d'établissement des réseaux électriques) et notamment des règles de sécurité. Cette vérification est désormais du ressort du maître d'ouvrage conformément à l'article R.323-25 modifié du code de l'énergie ;
- vérifier la conformité du projet aux règles d'urbanisme pour le poste. Le permis de construire sera instruit par la DDT et accordé par arrêté préfectoral.

Dans le cadre de ces procédures, les maires et les gestionnaires du domaine public sont à nouveau consultés.

3.1.4. Transfert de propriété pour un poste électrique

L'acquisition des terrains nécessaires à l'implantation des postes est recherchée tout d'abord par voie amiable. C'est seulement à défaut d'accord amiable que la procédure d'expropriation est engagée. Cette procédure débute par la demande d'une déclaration d'utilité publique en vue de l'expropriation puis a lieu une enquête parcellaire de quinze jours, organisée par le préfet.

À la suite de cette enquête, le préfet déclare cessibles, par arrêté, les parcelles à exproprier. Le juge de l'expropriation prononce alors, par ordonnance, le transfert de propriété en faveur du maître d'ouvrage concerné et fixe, à défaut d'accord amiable, le montant de l'indemnité accordée au propriétaire.

Dans le cas du présent projet, le recours à cette procédure ne sera pas nécessaire car la Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF), propriétaire de la parcelle concernée par la construction du poste, a donné à SOREA une autorisation de prise de possession anticipée afin de réaliser les travaux.

3.1.5. Retombées fiscales liées au poste électrique

Les revenus communaux et inter-communaux issus de la présence de postes électriques sur le territoire proviennent des taxes classiques, sur les postes électriques :

- La taxe foncière calculée sur le revenu net cadastral de tous les immeubles bâtis et non bâtis. Elle est due à partir du 1^{er} janvier qui suit la date de fin des travaux pour la partie communale et deux ans plus tard pour la partie départementale et régionale. La contribution économique territoriale (CET), est composée d'une cotisation foncière des entreprises (CFE) et d'une cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).
- L'imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER) qui s'applique dans le cas présent aux transformateurs 63000/20000 volts du futur poste (soit 14624 euros/transformateur/an en 2019).

3.2. Les acteurs de la concertation

La liste suivante est donnée à titre indicatif et n'est pas exhaustive. Le préfet en déterminera la liste définitive.

3.2.1. Autorités et services déconcentrés de l'État

- La préfecture de la Savoie ;
- La Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes ;
- L'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) Auvergne Rhône-Alpes ;
- La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Auvergne-Rhône-Alpes ;
- La Direction départementale des territoires (DDT) de la Savoie ;
- L'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de la Savoie ;
- L'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes.

3.2.2. Collectivités locales, organismes et établissements publics concernés et élus

- Le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Le Conseil départemental de la Savoie ;
- La Chambre d'agriculture (CA) de la Savoie ;
- Les communes de l'aire d'étude : La Tour-en-Maurienne et Saint-Jean-de-Maurienne ;
- La Communauté de communes Cœur de Maurienne Arvan.

3.2.3. Partenaires socio-économiques

Selon les enjeux, peuvent être consultés :

- Les associations agréées de protection de l'environnement ;
- Les associations locales pouvant être concernées par le projet ;
- Les syndicats professionnels ;
- Les gestionnaires des services publics et les concessionnaires.

3.3. Les grandes étapes du projet

Après une phase d'instruction administrative qui débutera en 2019, la réalisation des ouvrages projetés est prévue sur 2020 et 2021.

Planning prévisionnel du projet :

- Concertation : **octobre/novembre 2019**
- Consultation des Maires et Gestionnaires des domaines publics .. **printemps 2020**
- Instruction du Permis de Construire **printemps 2020**
- Terrassement de la plateforme **juin 2020**
- Début des travaux du poste **septembre 2020**
- Mise en service **août 2021**



SOREA
ZAC DU PRÉ DE PÂQUES
73870 SAINT-JULIEN-MONT-DENIS

www.sorea-maurienne.fr



RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ
CENTRE DÉVELOPPEMENT & INGÉNIERIE LYON
1 RUE CRÉPET - CS 30728
69007 LYON CEDEX 07
www.rte-france.com